

## Séminaire Energie facteur de croissance – 14 mai 2013

### Energie et commerce extérieur : une urgence absolue

Jean-Pierre Hautet

Le commerce extérieur de la France s'est fortement dégradé au cours des toutes dernières années. Le déficit commercial a atteint 67.2 Md € en 2012 soit 3.3 % du PIB. Une telle dégradation a été massive et rapide, puisqu'en 2002 la balance commerciale était encore à l'équilibre. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, le déficit a été de 15.9 Md €. Les choses ne vont donc pas en s'améliorant significativement.

La facture énergétique pèse très lourd puisqu'elle a atteint, en 2012, 69 Md €, en augmentation de 6.6 Md € par rapport à 2011 et de 42 M€ par rapport à 2003 (en monnaie constante), date à partir de laquelle elle a commencé à s'envoler. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, elle a été 16.9 Md €.

Dans le même temps, le déficit commercial avec la Chine s'est creusé au point d'atteindre 26.5 Md € en année pleine 2012 et 6.6 Md € au 1<sup>er</sup> trimestre 2013. La France traîne donc deux énormes boulets, celui des achats en énergie et celui des achats de produits manufacturés. Elle se trouve ainsi siphonnée de sa richesse par les pays producteurs de pétrole et par l'empire chinois. La situation ne peut plus durer très longtemps, elle est économiquement, socialement et politiquement explosive même si, pour l'instant, la robustesse de l'euro, soutenu par l'économie allemande, masque la gravité de la situation.

Dans les années 1980-85, sous l'effet combiné des deux premiers chocs pétroliers, nous avons connu un alourdissement de la facture énergétique similaire à celui que nous subissons aujourd'hui puisque, en euros 2011, la facture atteignait en 1981, 57 Md €. Mais d'une part de déficit commercial restait à cette époque cantonné aux environs de 28 Md € (euros 2011) – ce qui veut dire que la France avait relativement les moyens de se payer une telle facture énergétique – d'autre part et surtout la détente considérable intervenue sur les marchés pétroliers à partir de 1985 a permis de ramener la facture énergétique à 20 Md € dès 1986.

Peut-être aurons-nous la chance de bénéficier comme dans les années 1980 d'un tel retournement de conjoncture qui viendrait nous

sauver de la débâcle. La probabilité n'en est pas nulle mais elle est assez faible car le monde est en croissance et la pression exercée sur les marchés par les pays émergents est considérable. L'exploitation des pétroles et gaz de schiste aux USA et ailleurs dans le monde (Australie, Chine, Pologne...) peut nous apporter le répit dont nous avons besoin, mais nous n'en sommes pas là.

L'énergie est bien au centre de la détérioration de la situation. L'exemple du Japon le montre également : après l'accident de Fukushima, le déficit commercial du pays est passé en 2012 à 58.7 Md € ce qui représente une inversion complète de situation pour un pays habitué à des décennies d'excédents commerciaux. Mais les malheurs du Japon ne font pas le bonheur de la France.

#### Face à une situation aussi dégradée que peut-on faire ?

La première direction consiste évidemment à agir directement sur la facture énergétique. On ne peut évidemment pas faire baisser le prix du pétrole, il faut donc agir sur la consommation d'énergie et sur la substitution des hydrocarbures fossiles par d'autres ressources. Mais à court terme, il ne faut malheureusement pas s'attendre à des miracles.

Voyons, en ordres de grandeur, l'incidence sur le commerce extérieur de quelques actions possibles à échéance d'une dizaine d'années :

- Au prix d'un très gros effort, on peut réduire de 15 % la consommation de produits pétroliers dans le résidentiel et tertiaire. Impact : -1.75 Mtep économisés soit 1.1 Md €.
- On peut moderniser le parc automobile (mais attention à l'effet rebond) et gagner 10 % sur les consommations de produits pétroliers dans les transports. Incidence : -4 Mtep soit 2.6 Md €.
- Développer les biocarburants, en admettant que l'on n'importe pas l'éthanol ou le biodiesel : au grand maximum 5 % d'économies soit 1.3 Md €.

- Développer le véhicule électrique. Au mieux, deux millions de véhicules d'ici 10 ans soit 2.5 Mt de pétrole d'économisés équivalent à 1.6 Md €.
- Développer les gaz de schiste (en admettant que nous possédions effectivement des ressources exploitables) : peut-être l'équivalent d'un nouveau Lacq, soit 5 Md m3 par an et 1.5 Md € économisés.
- Développer le pétrole au large de la Guyane (malgré l'échec du troisième forage !). Admettons que l'on trouve un gisement de 300 à 600 M de barils exploitable sur 20 ans. Economie : 1.5 à 3 Md €.
- Prospector les hydrocarbures en Méditerranée. Avec beaucoup de réserves sur les chances de succès et sur l'acceptabilité par les populations locales, ordre de grandeur : 2 à 3 Mtep soit 1.3 à 1.9 M€.
- Améliorer la disponibilité du parc du nucléaire en la faisant passer de 80 à 85 % (les Coréens sont à 90 %). Impact : + 20 TWh soit 1 M€.
- Renoncer à fermer Fessenheim. Impact 6.3 TWh soit 300 M€ (mais ceci ne serait que la non réalisation d'une détérioration additionnelle)
- Etc.

Quand on fait la somme de toutes ces mesures, on voit que l'on reste très loin d'avoir résorbé les 69 Md € de la facture énergétique.

**C'est dire que le problème de l'énergie ne peut pas se traiter dans le cadre seul de l'énergie.** Aller trop loin dans la voie du rétablissement de la balance énergétique par des interventions de la puissance publique centrées sur l'énergie risque d'ailleurs de conduire à un gaspillage des deniers publics et à un renchérissement excessif du prix de l'énergie préjudiciable à la reprise de l'économie.

Deux exemples :

- Le soutien excessif accordé à la filière photovoltaïque va entraîner pour la collectivité des dépenses de plusieurs Md euros par ans pendant des années pour un résultat énergétique minime, avec un impact industriel et commercial faible, voire négatif, puisque 75 % des panneaux sont importés de Chine ;
- Les réglementations relatives aux logements neufs (RT2012), très exigeantes et fondées sur la notion toute théorique d'énergie primaire, conduisent à un gaspillage de ressources, à un encouragement massif à utiliser le gaz plutôt que l'électricité (et ceci

pour toute la vie des logements) et à un ralentissement du rythme des constructions neuves.

Le problème de l'énergie doit être traité dans le cadre de l'économie générale de la nation et il faut faire en sorte que la France retrouve aussi vite que possible les moyens de régler sa facture énergétique.

Pour cela, il faut redonner de la compétitivité à notre industrie. Le problème dépasse évidemment le seul cadre de la réflexion sur l'énergie mais l'énergie peut contribuer à sa solution. Même lorsque l'énergie ne représente qu'un pourcentage assez faible de la valeur ajoutée, ce pourcentage peut être essentiel en termes de profitabilité des activités et de capacité de financement.

Il est donc indispensable de préserver l'un de nos rares atouts qui est de disposer d'une électricité bon marché et d'en faire bénéficier prioritairement l'industrie, comme le fait l'Allemagne. Il faut donc arrêter de gaspiller cet avantage compétitif hérité du programme nucléaire en mettant un terme aux aides dispendieuses consenties par le canal de la CSPE.

En parallèle, il faut accepter la reprise de la prospection des gaz non conventionnels avec l'espoir de les exploiter au profit de l'industrie, notamment pour sauvegarder notre industrie chimique et il faut reporter à 2020, date du grand rendez-vous international sur le climat, toute idée de taxe additionnelle sur les émissions de CO<sub>2</sub>, les émissions se situant sensiblement en dessous du niveau prévu, du fait du marasme économique.

Il faut également que les consommations d'énergie auxquelles nous sommes contraints soient l'occasion de maintenir ou de développer des filières industrielles. Mais le choix doit être fait de façon rationnelle, après des analyses économiques approfondies sur les chances de succès de l'industrie française.

Il faut en premier lieu consolider les secteurs où nous avons de l'expérience et un savoir-faire et où nous sommes encore dans le peloton de tête. Mieux vaut construire sur de solides fondations que de bâtir des châteaux en Espagne. L'énergie nucléaire est évidemment à préserver en priorité mais il faut arrêter de considérer que l'avenir de l'industrie nucléaire est dans le démantèlement des centrales. Les turbines à gaz, le transport de l'électricité, la gestion des réseaux électriques, l'exploration pétrolière et gazière, le secteur parapétrolier en général... dans tous ces secteurs, pour être crédible, il faut garder la main et avoir des références nationales à promouvoir à l'export.

Parmi les domaines nouveaux, il faut privilégier ceux qui sont dans le prolongement de nos activités traditionnelles. Le véhicule électrique en fait partie et devrait constituer une grande cause nationale pour laquelle les collectivités territoriales pourraient davantage se mobiliser. Les énergies marines (éoliennes, hydroliennes) constituent un secteur dans lequel la France a de bons atouts, compte tenu notamment de l'étendue de son domaine maritime, mais sur lequel des limites doivent être fixées à l'intervention publique pour ne pas retomber dans le travers du photovoltaïque.

Il ne faut pas non plus négliger les sauts technologiques possibles. Le stockage de l'électricité, les nanotechnologies, les grands calculateurs économes en énergie sont des exemples de domaines où des progrès sont possibles et où la France peut espérer jouer un rôle.

Il est clair qu'aujourd'hui la réponse des pouvoirs publics n'est pas à la hauteur de la gravité de la situation. Souci de ne pas alourdir encore davantage le climat de dépression collective qui prévaut en France ? Incapacité d'agir faute de moyens financiers et faute de pilotage direct des grands opérateurs assujettis à la logique bruxelloise ? Intoxication collective par les idées reçues depuis des années sur la croissance verte ou équivalente ?

Il serait catastrophique que la concertation en cours sur la « transition énergétique » se trompe de débat. Faut-il une fois de plus caler la politique française sur les grandes causes internationales, dans l'espoir un peu naïf de montrer l'exemple ou d'être en avance ? On sait bien qu'il faudra se passer des énergies fossiles et réduire les émissions de gaz à effet de serre. Mais le marasme économique en Europe nous autorise objectivement un répit. On sait qu'énergie nucléaire et énergies renouvelables devront coexister et se compléter. On peut discuter sereinement de la part optimale à allouer à l'une et à l'autre. Par contre on ne sait pas comment réduire rapidement et significativement notre facture énergétique et là il y a une urgence absolue. Nos créanciers ne nous ferons pas longtemps crédit.